



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE L'HÉRAULT

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT  
520, allée Henri II de Montmorency  
CS 69007, 34064 MONTPELLIER Cedex 02

### **ARRETE N° 2012 - I - 735**

**OBJET :** Installations classées pour la protection de l'environnement - Carrières  
Société LAFARGE Granulats Sud  
Communes de VILLENEUVE-LES-MAGUELONE et de MIREVAL

**Le Préfet de la région Languedoc-Roussillon  
Préfet de l'Hérault  
Officier de la Légion d'Honneur**

- Vu** le livre V (Prévention des pollutions, des risques et des nuisances) - Titre I<sup>er</sup> (Installations classées pour la protection de l'environnement) du Code de l'environnement, notamment les articles R 512-68 et R 516-1 ;
- Vu** l'arrêté modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu** l'arrêté n° 36 du 13 décembre 1974 autorisant la société Carrières de la Madeleine à exploiter une carrière de calcaires sur le territoire de la commune de VILLENEUVE-LES-MAGUELONE au lieu-dit "Domaine de la Madeleine" ;
- Vu** l'arrêté n° 201 du 20 juin 1979 autorisant la société Carrières de la Madeleine à exploiter une carrière de calcaires sur le territoire des communes de VILLENEUVE-LES-MAGUELONE au lieu-dit "Larzat Nord" et de MIREVAL au lieu-dit "Les Plaines" ;
- Vu** l'arrêté n° 90-I-2177 du 13 juillet 1990 modifiant certaines dispositions de l'arrêté du 20 juin 1979 ;
- Vu** l'arrêté n° 99-I-972 du 26 avril 1999 prescrivant des garanties financières pour la remise en état de la carrière ;
- Vu** l'arrêté n° 2004-I-1529 du 25 juin 2004 autorisant la société Carrières de la Madeleine à exploiter une carrière de calcaires sur le territoire des communes de VILLENEUVE-LES-MAGUELONE au lieu-dit "Larzat Nord" et de MIREVAL au lieu-dit "Les Plaines", ainsi qu'une installation de traitement et de stockage de matériaux inertes issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics ;
- Vu** l'arrêté n° 2004-I-2022 du 26 août 2004 instituant une commission locale d'information et de surveillance des conditions d'exploitation de la carrière ;
- Vu** l'arrêté n° 2008-I-1995 du 15 juillet 2008 prescrivant des dispositions complémentaires pour l'exploitation de la carrière ;
- Vu** la demande en date du 28 décembre 2011 de Monsieur Michel DROSS, agissant en qualité de président de la société LAFARGE Granulats Sud, dont le siège social est situé 290, avenue Galilée Parc Cézanne 2 – bât 1 – CS 80580 à AIX-EN-PROVENCE (13594) et de Monsieur Pascal RINGOT, agissant en qualité de Président de la société Carrières de la Madeleine, sollicitant le transfert de l'autorisation accordée pour l'exploitation de la carrière implantée sur le territoire des communes de

VILLENEUVE-LES-MAGUELONE et de MIREVAL, au bénéfice de la société LAFARGE Granulats Sud ;

**Vu** l'ensemble des pièces du dossier de demande ;

**Vu** l'avis du Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées ;

**Vu** l'avis de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites dans sa formation "Carrières" lors de la séance du 16 février 2012 ;

**CONSIDÉRANT** que la société LAFARGE Granulats Sud dispose des capacités techniques et financières suffisantes pour l'exploitation de la carrière ;

**Sur** proposition du Secrétaire général de la Préfecture de l'Hérault,

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : Objet**

La société LAFARGE Granulats Sud, dont le siège social est situé 290, avenue Galilée Parc Cézanne 2 – bât 1 – CS 80580 à AIX-EN-PROVENCE (13594), est autorisée à se substituer à la société Carrières de la Madeleine pour l'exploitation de la carrière de calcaires située sur le territoire des communes de de VILLENEUVE-LES-MAGUELONE au lieu-dit "Larzat Nord" et de MIREVAL au lieu-dit "Les Plaines" et de l'installation de traitement et de stockage de matériaux inertes issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics.

La société LAFARGE Granulats Sud bénéficie de l'intégralité des droits et doit se conformer à toutes les obligations attachées aux arrêtés du 25 juin 2004 et 15 juillet 2008 susvisés.

Tout changement d'exploitant fait l'objet d'une demande d'autorisation comprenant les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières.

### **ARTICLE 2**

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée auprès des mairies de VILLENEUVE-LES-MAGUELONE et de MIREVAL et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché pendant une durée minimum d'un mois dans cette mairie.

Ce même extrait doit être affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis au public est inséré par les soins de Monsieur le Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département et affiché dans les mairies de VILLENEUVE-LES-MAGUELONE et MIREVAL pendant une durée d'un mois à la diligence de Messieurs les maires de VILLENEUVE-LES-MAGUELONE et de MIREVAL, qui devront justifier au Préfet de l'Hérault de l'accomplissement de cette formalité.

### **ARTICLE 3**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative conformément aux dispositions de l'article L514-6 et R 514-3-1 du Code de l'environnement susvisé :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du Code de l'environnement et dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision ;
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par voie administrative.

Une copie conforme est adressée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Languedoc Roussillon et à Messieurs les maires de VILLENEUVE-LES-MAGUELONE et de MIREVAL.

#### **ARTICLE 4**

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L 514-1 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 5**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault,  
Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Languedoc Roussillon,  
Monsieur le Maire de VILLENEUVE-LES-MAGUELONE,  
Monsieur le Maire de MIREVAL,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le 27 MARS 2012

Pour le Préfet, et par délégation  
le Secrétaire Général de la Préfecture

  
Alain ROUSSEAU

